

Je ressens un profond malaise quand je vois tous les membres de cette institution se ranger d'un côté pour tenter d'adopter un accord à toute vitesse, surtout quand je pense que cet accord a été mis au point il y a à peine quelques semaines et que personne d'entre nous n'en a encore vu la version finale. On nous dit que le Canada ne peut espérer obtenir un meilleur accord et que toute personne qui s'y oppose est un ennemi du pays. Nous entendons aussi qu'il nous faut l'accepter parce que les Canadiens en ont assez des discussions constitutionnelles. Le Québec se séparera si nous le refusons. On déclare que sans cet accord, notre économie va se dégrader et que le dollar va faiblir. Or, si cet accord doit permettre de régler nos problèmes constitutionnels pour, des décennies, de garder le Québec au sein du Canada et de raffermir notre économie, il mérite sûrement qu'on s'y arrête un peu.

Même le texte que nous possédons actuellement présente deux déclarations très différentes dans ses versions anglaise et française de l'alinéa 1d) de la clause Canada. Est-ce simplement le fait d'une «bande qui ne sait pas viser juste» ou d'un gouvernement qui veut paraître engagé à l'égard des droits linguistiques de la minorité au Canada anglais, mais qui tient à mettre la pédale douce au Canada français? A-t-on réfléchi sérieusement à ce qui arriverait si les versions anglaise et française de la proposition ne donnaient pas le même message aux Canadiens d'un océan à l'autre? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas attendu quelques semaines pour donner le temps aux Canadiens de lire le texte final? Pourquoi ne pas avoir attendu quelques mois pour que le Parlement, les assemblées législatives et la population puissent examiner comment cet accord modifiera la vie des Canadiens?

Au sujet de ces propositions, s'est-on posé les questions qu'ont à l'esprit les Canadiens? Par exemple: cet accord permettra-t-il d'améliorer l'éducation de nos enfants? Comment ces propositions pourront-elles améliorer notre régime d'assurance-maladie? Y trouve-t-on des dispositions qui rendront nos quartiers plus sûrs? Les modifications contribueront-elles à améliorer la sécurité des Canadiens âgés? Comment ces propositions rendront-elles le Canada et son industrie plus efficaces sur ses propres marchés et plus concurrentiels à l'étranger? Cet accord nous confèrera-t-il un régime politique qui fonctionne ou finira-t-il simplement par accentuer nos différences et nos divisions?

Ce qui me déplaît dans tout cela, c'est la hâte soudaine avec laquelle il nous faut décider. Bien sûr, la question est à l'étude depuis des années, mais que s'est-il passé au juste? L'aventure du lac Meech était-elle vraiment nécessaire ou n'a-t-elle été qu'une tentative maladroite qui a mal tourné et qui a exacerbé les divisions entre le Québec et le reste du Canada? Les Québécois ont été choqués d'entendre le premier ministre comparer le rejet de l'accord du lac Meech à un rejet du Québec. Ce n'est pas le Québec qui a été rejeté, mais bien un mauvais accord.

Par la suite, nous avons été témoins d'une longue période de consultations dont on n'a pas vraiment tenu compte. Il y a eu la Commission Spicer, les propositions qu'a présentées le gouvernement en septembre 1991, puis les comités du Sénat et de la Chambre des communes, qui ont reçu 3 000 mémoires et entendu 700 témoins. Enfin, après six conférences nationales,

[Le sénateur Kenny.]

il y a eu la ronde de réunions qui ont eu lieu entre le 12 mars et le 7 juillet, date à laquelle Joe Clark a annoncé la conclusion d'un nouvel accord dont l'essentiel ne pouvait être modifié.

Plus tard, entre le 4 et 28 août, le premier ministre a présidé quatre réunions secrètes d'où il est sorti avec une entente complètement différente. Plus tard, il a eu le culot de déclarer, avant même que personne ne puisse voir le texte complet de cette entente, que ceux qui s'y opposaient étaient les ennemis du Canada. Nous voilà donc maintenant, moins de trois semaines plus tard, en train de nous faire bousculer pour approuver une question référendaire que personne n'a eu le temps d'étudier.

Quel procédé le gouvernement emploie-t-il? Il paralyse la discussion en taxant de complices des séparatistes et du Parti réformiste tous ceux qui s'interrogent sur le bien-fondé de ces propositions. Joe Clark assure que s'opposer à cette entente, c'est faire le jeu des extrémistes et faire de la politique avec l'avenir du pays. Un tel procédé n'est rien d'autre qu'une nouvelle forme de McCarthyisme. On ne pèse pas le pour et le contre de cet accord, et on réduit les gens au silence par la peur en les accusant d'être anti-canadiens. Ensuite, on fait adopter la question référendaire au pas de charge au Parlement et on obtient une décision le 26 octobre en mettant la population en demeure de dire oui, en lui disant que c'est tout ou rien, bref que cette entente est la seule solution qui sauvera le Canada.

Honorables sénateurs, c'est peut-être la chose la meilleure à faire pour le Canada, mais quand aurons-nous la chance d'en discuter calmement? Si c'est une si bonne entente, pourquoi flanquer la trousse aux gens et organiser un tel battage publicitaire? Depuis quand faut-il croire que ce sera la fin du monde si une proposition constitutionnelle n'obtient pas une fois de plus la faveur?

Les Canadiens en ont marre des échéances artificielles, des ententes du tout ou rien, de la roulette constitutionnelle. Ils n'accepteront pas, par simple patriotisme, qu'on leur impose une entente uniquement pour entente. Ils ont horreur de la manipulation, des exagérations, de la bousculade que sous-tend cette proposition référendaire.

En tant que parlementaire forcé de me pencher sur cette motion, je place ma confiance dans la sagesse profonde des Canadiens. Je suis sûr que le 26 octobre ils prendront la bonne décision malgré les manipulations du gouvernement.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, le sénateur a-t-il décidé de la manière dont il votera le 26 octobre?

Le sénateur Gigantès: Allons! Allez-vous rester un gamin toute votre vie?

Le sénateur Kenny: Vous le verrez en temps et lieu.

Le sénateur Thériault: Ne pouvez-vous pas vous taire pour l'amour du ciel! Vous nous avez causé assez de problèmes en 1990.

L'honorable Mable M. DeWare: Honorables sénateurs, permettez-moi de vous dire combien j'ai été déçue cette semaine, en tant que Canadienne, d'entendre le Comité canadien d'action sur le statut de la femme rejeter la proposition de